

Une action organisée par: Alliance Sud - SWISSAID - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - EPER - Déclaration de Berne

Allocution de Valentina Hemmeler Maïga

Secrétaire syndicale d'Uniterre

Uniterre, membre de la Via Campesina, participe pleinement à cette journée du 16 octobre.

1. Ce d'autant plus que lors de la 5^e conférence internationale de la via campesina en octobre 2008, il a été décidé que le 16 octobre serait la journée contre les multinationales qui détruisent nos bases d'existence.
2. Parallèlement, un réseau s'est créé contre Monsanto et a décidé que cette journée du 16 octobre serait un moment clé pour se mobiliser à travers la planète contre cette multinationale.
3. Enfin, en lien direct entre agriculture et changement climatique, plusieurs signes laissent croire que l'agriculture familiale a plus à craindre des solutions proposées dans le cadre de Copenhague que du changement climatique en lui-même. Cela est principalement lié à la marchandisation de l'air qui suit celle de l'eau et des semences. Nombreux sont les témoignages qui démontrent que les crédits carbone et les mécanismes de développement propre (MDP ; un dispositif dans le cadre du protocole de Kyoto qui permet aux pays de l'annexe 1 – industrialisés – d'investir dans des projets qui réduisent les émissions dans les pays en développement comme alternative à des réductions d'émissions qui seraient plus coûteuses dans leurs propres pays). Le MDP joue un rôle crucial au sein des marchés carbone, parce que les crédits MDP peuvent être vendus sur d'autres marchés carbone – notamment à l'intérieur du système communautaire d'échanges de quotas d'émission qui représente les deux tiers de l'ensemble du marché du carbone.). Ils ont la plupart du temps desservi plutôt que soutenu les populations locales.

Voici les 3 raisons principales de notre présence dans le train contre la faim et plus particulièrement à Morges, ville qui abrite le siège de Monsanto.

Uniterre travaille depuis longtemps avec des organisations paysannes membres de la Via Campesina au Sud ou avec des acteurs clés de la lutte contre l'agro-industrie. Nous voulons profiter de cette occasion pour permettre à Javiera Rulli, biologiste d'origine argentine, indépendante, qui a passé ces dernières années au Paraguay pour lutter contre l'avancée des monocultures de soja et l'agrobusiness, de nous présenter la nouvelle pratique des multinationales.

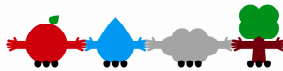
Sur la base d'articles de grande qualité publiés par une organisation dont elle est membre (Grupo de Reflexión Rural), elle a récemment rédigé un article sur le cas Monsanto.

Monsanto est connue pour ses activités dans les produits chimiques, tel que l'herbicide round up ready, ou pour la mise sur le marché d'OGM comme le maïs ou le soja. Plus récemment, la multinationale fait partie de la clique qui cherche à pénétrer le commerce juteux des « crédits carbone » et à faire en sorte que l'agriculture industrielle sorte grande gagnante de ce pocker menteur international. Monsanto pourrait bénéficier d'un marché de plusieurs milliards de dollars pour promouvoir son soja transgénique dans l'hémisphère Sud, sous couvert de culture sans labours. Comment ? Parce que le MDP pourrait bientôt inclure l'agriculture via les « puits de carbone ».

Le semis direct (LABOUR CHIMIQUE) ou culture sans labour n'a pas été élaboré à l'origine dans la perspective de plantes génétiquement modifiées, mais il se prête clairement bien à la culture de plantes qui sont tolérantes à un herbicide. Il nécessite très peu de main-d'œuvre : l'herbicide, l'engrais et la semence peuvent être appliqués tous ensemble par une grande machine en un seul passage. Cela favorise les grands exploitants agricoles fortunés et la monoculture à très grande échelle. Ce système est de ce fait massivement adopté par les cultivateurs de plantes OGM. Il encourage une agriculture sans paysan...

S'ajoute à cela que la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a accepté un procédé/méthodologie qui est reconnu dans le cadre du MDP pour recevoir des crédits carbone et qui est, entre autres, basé sur une bactérie du sol transgénique brevetée par Monsanto et d'autres multinationales (bactérie qu'on inocule à la semence). Sous couvert « d'aider les

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION
16 OCTOBRE 2009 UN TRAIN CONTRE LA FAIM



Une action organisée par: Alliance Sud - SWISSAID - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - EPER- Déclaration de Berne

paysans à lutter contre le changement climatique » ils vendent leurs produits de manière massive (semence-bactérie-herbicide).

Par ailleurs Monsanto (et Syngenta) ont réussi à devenir membres de la table ronde pour le soja durable du WWF... et ils ont récemment développé des critères pour reconnaître le soja roundup ready comme une pratique responsable (2009). Et ils pourraient être éligibles pour des crédits carbone.

Malgré les incertitudes scientifique actuelles, sur les bénéfices en terme de « capture du carbone dans le sol », des organismes internationaux préconisent que l'agriculture fondée sur le semis soit considérée comme une activité développant un puits de carbone et qu'elle donne droit à des crédits carbone. En août 2008, la FAO a inclus le semis direct dans une soumission à la CCNUCC, dans laquelle elle proposait la validation d'un certain nombre de pratiques pour réduire le taux de CO₂ émis par le biais de la respiration du sol et pour augmenter la séquestration du carbone dans le sol.

Cela a été suivi en octobre 2008 par la publication, par la FAO et le Centre d'information des technologies de conservation (CTIC – Conservation Technology Information Center), d'un rapport intitulé « Framework for Valuing Soil Carbon as a Critical Ecosystem Service ». Comme l'industrie des biotechnologies est bien représentée au Conseil d'administration du CTIC – Monsanto, Syngenta America et Crop Life America y détenant tous des sièges – il n'est pas très surprenant que le rapport préconise une plus grande utilisation des systèmes d'agriculture de conservation et recommande l'inclusion des crédits carbone issus de l'agriculture de conservation.

La FAO pense donc que l'exclusion de l'agriculture devrait être levée. Pour eux, cela permettrait d'injecter de nombreux investissements dans l'agriculture qui en manque cruellement. Et donc de renverser la tendance du sous-investissement.

Malheureusement c'est faire l'impasse sur le fait qu'il y a encore peu de preuves scientifiques qui démontrent que la séquestration du carbone est réelle. Que ce système libérera les pays industrialisés de leur devoir de réduire leurs propres émissions. Rien n'est fait contre le modèle de croissance économique permanente. Par ailleurs, sur le terrain, il encouragera essentiellement l'agriculture industrielle basée sur les monocultures souvent transgéniques et qui exterminent l'agriculture paysanne au Sud (et au Nord). Ce type d'agriculture bénéficiera d'investissements massifs sous couvert du climat alors que l'agriculture agro-écologique durable sera à nouveau marginalisée.

Cela bénéficiera à l'industrie du soja en Amérique latine, aux sociétés de plantations d'arbres, qui vont poursuivre une déforestation à grande échelle et d'autres destructions des écosystèmes et accélérer ainsi les changements climatiques et déplacer les communautés indigènes, les petits agriculteurs et autres communautés.

Les gouvernements et la FAO doivent absolument fixer des règles et des limites sur ce que l'on peut considérer comme agriculture de conservation (protégeant le sol). Actuellement ils englobent de très bonne choses, mais aussi de véritable bombes à retardement. L'agriculture industrielle est une cause principale du changement climatique ; il ne faut pas espérer qu'elle puisse se transformer en solution.

Via Campesina comme l'IAASTD (Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement) estiment que pour renforcer la durabilité, il faut renforcer la position des agriculteurs pour leur permettre de gérer de façon innovante les sols, l'eau, les ressources biologiques, les ravageurs, les vecteurs de maladies et la diversité génétiques de façon culturellement appropriée.